



**RAPPORT D'ACTIVITES DU FONDS
DE SOUTIEN AUX PETITES ET
MOYENNES ENTREPRISES (FSPME-
COVID19) AU 31 AOUT 2020**

SOMMAIRE

I. Contexte et justification	3
II. Objectifs du Fonds de Soutien aux PME (FSPME-COVID19)	3
1. Objectif général du FSPME COVID-19	3
2. Objectifs spécifiques du FSPME COVID-19	3
III. Activités du Fonds de Soutien aux PME (FSPME-COVID19)	4
1. Enregistrements et instructions des dossiers de demande (plateformes, listes)	4
2. Analyse des dossiers de demande	6
3. Octroi des crédits	7
IV. Difficultés rencontrées et recommandations	7
1. Relativement aux dossiers présentés par les PME.....	7
2. Relativement au fonctionnement du Secrétariat Exécutif	8
3. Difficultés liées à la stabilité de la plateforme informatique et à la disponibilité de la connexion internet ...	9
V. Perspectives	10
VI. ANNEXES	11

I. Contexte et justification

La Côte d'Ivoire à l'instar de nombreux pays n'est pas épargnée par la pandémie du Covid-19. Les effets de cette crise sont déjà perceptibles sur l'économie nationale qui ralentit au fur et à mesure que la maladie progresse. L'analyse de l'impact du Covid-19 a montré que les branches d'activités les plus affectées par la crise sont notamment, l'Agriculture d'exportation, l'Industrie, le Commerce, les BTP, le Tourisme, l'Hôtellerie, la Restauration et le Transport.

Selon les données actuelles, la croissance économique ivoirienne estimée à 7,2% pour l'année 2020 serait réduite de moitié et s'établirait à 3,6%, dans l'hypothèse optimiste d'une maîtrise de la pandémie à fin juin 2020.

Les conséquences socio-économiques du Covid-19 ont emmené le Gouvernement à mettre en place un plan de soutien à court et à moyen terme à l'instar de nombreux pays impactés par la pandémie. Ce Plan, d'un montant de 1.700 milliards FCFA (soit environ 5% du PIB) vise à atténuer l'impact de la crise sur les branches d'activités les plus affectées, à assurer la continuité de leurs activités et plus généralement à protéger les populations les plus vulnérables.

Ce plan permettra également de préparer une reprise rapide des activités à la fin de la pandémie.

Il se décline en trois principaux axes, à savoir (i) les mesures de soutien aux entreprises, (ii) les mesures d'appui à l'économie et (iii) les mesures sociales en faveur des populations.

Au titre des mesures de soutien au secteur privé, il est prévu la mise en place par le Gouvernement de Côte d'Ivoire d'un Fonds de soutien aux PME (FSPME-COVID-19), doté d'une enveloppe de 150 milliards FCFA. Ce fonds est destiné à apporter un appui financier aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) en difficultés du fait des effets de la crise sanitaire liée au Covid-19 afin de préserver l'outil de production et l'emploi.

Pour y parvenir le Ministère de l'Economie et des Finances, ministère sous la tutelle duquel le Fonds est placé, a décidé de lancer une consultation en vue de recruter un cabinet dont la mission principale est de définir les meilleures options stratégiques pour l'opérationnalisation du Fonds de Soutien aux Petites et Moyennes Entreprises (FSPME COVID-19).

Le présent rapport d'activités a pour objet de faire un point sur la mise en œuvre du FSPME-COVID-19 au 31 août 2020, de présenter les difficultés rencontrées et les recommandations ainsi que les perspectives et généralisation des opérations du Fonds.

II. Objectifs du Fonds de Soutien aux PME (FSPME-COVID19)

1. Objectif général du FSPME COVID-19

L'objectif général est de disposer d'un cadre cohérent et structuré de financement et d'appui aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) impactées par la pandémie du Covid-19.

2. Objectifs spécifiques du FSPME COVID-19

Il s'agit de manière spécifique de :

- maintenir les emplois menacés par la fermeture d'entreprises ou la restriction des activités ;
- identifier les secteurs d'activités des PME les plus impactés par la pandémie ;

- financer, par divers mécanismes financiers, les projets de maintien ou de relance d'activités des PME identifiées ;
- vulgariser le FSPME-COVID-19 et ses mécanismes de financements adaptés en vue d'en faire le Fonds de référence d'appui aux PME ;
- mettre en œuvre effectivement les activités de soutien aux PME impactées négativement par la COVID-19 ;
- capitaliser sur les expériences acquises sur la période transitoire, en vue d'apporter un soutien adéquat aux PME.

III. Activités du Fonds de Soutien aux PME (FSPME-COVID19)

1. Mise en place du budget 2020

Le budget 2020 du FSPME-COVID-19 a été élaboré par le Secrétariat Exécutif et adopté par le Comité de Gestion en sa séance du 12 août 2020.

Ce budget s'équilibre en dépenses et en ressources à **cinquante milliards (50 000 000 000) FCFA**. Les ressources proviennent de la dotation budgétaire de l'Etat et les dépenses se répartissent comme suit :

- **les dépenses de fonctionnement**, d'un montant de **cinq cent soixante-douze millions (572 000 000) FCFA**, soit 1,14% de la dotation budgétaire globale.
Hormis les frais de gestion de la BNI, les dépenses de fonctionnement se chiffrent à **422 000 000 FCFA**, soit 0,84% de la dotation budgétaire globale et couvrent, entre autres, la communication institutionnelle, les loyers, l'aménagement et l'équipement des locaux, les factures CIE/SODECI, le développement de plateformes informatiques, les salaires, la sensibilisation, la formation des PME et les programmes supports (Accompagnement conseil des PME par l'agence CI PME et l'appui aux points focaux).
- **le programme d'appui aux PME**, d'un montant de **quarante-neuf milliards quatre cent vingt-huit millions (49 428 000 000) FCFA**, soit 98,86% de la dotation budgétaire globale, couvre la garantie FSPME, le refinancement des microfinances et les prêts directs FSPME (prêts à taux réduit 2,5% et prêts à taux zéro).

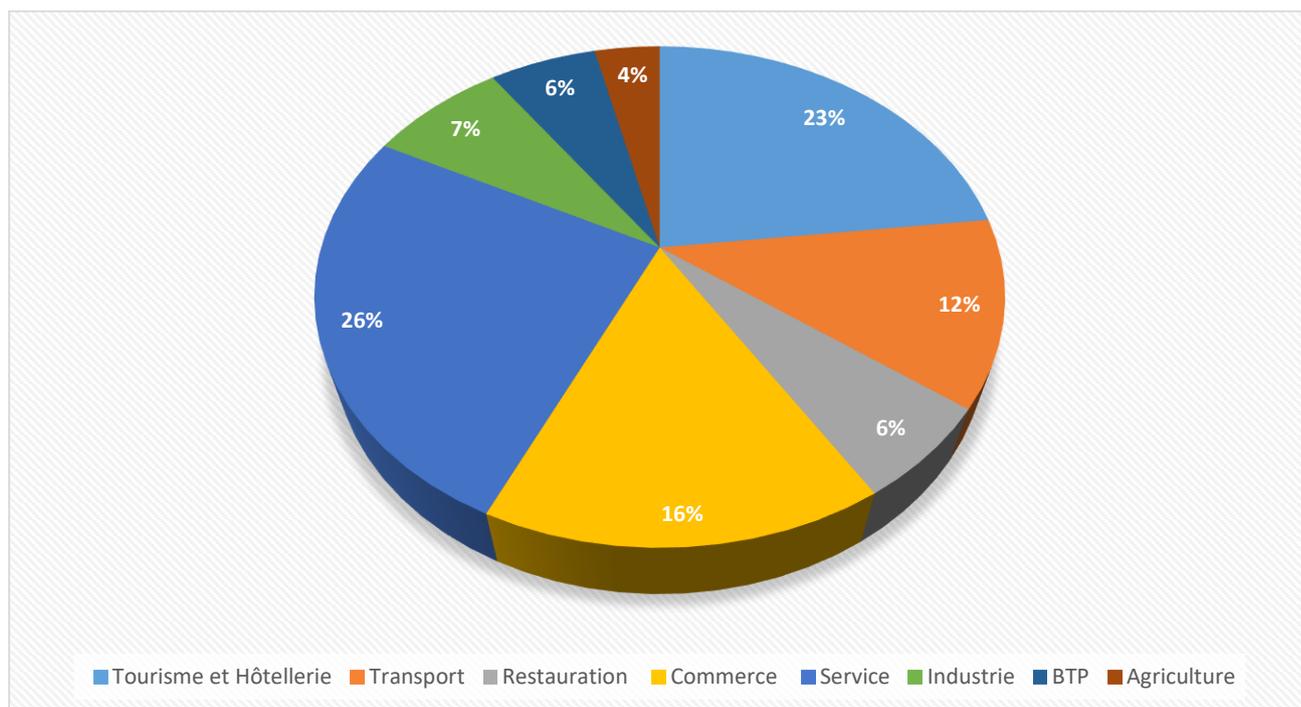
2. Enregistrements et instructions des dossiers de demande (plateformes, listes)

Depuis la mise en place du Fonds, le point des dossiers reçus, analysés et validés se présentent comme suit :

- 977 dossiers reçus au Secrétariat Exécutif ;
 - o 107 dossiers remplissant les critères ont été instruits ;
 - o 870 dossiers ne remplissant pas les critères ont été rejetés au niveau du Secrétariat Exécutif après traitement ;

Les PME de services (26%) ont été les plus nombreuses à soumissionner au FSPME (voir Figure 1). Elles sont suivies par celles du Tourisme et de l'hôtellerie (23%). Les PME du secteur de la restauration représentent seulement 6% des soumissionnaires alors qu'elles ont été durement impactées par les mesures de confinement du Conseil National de Sécurité.

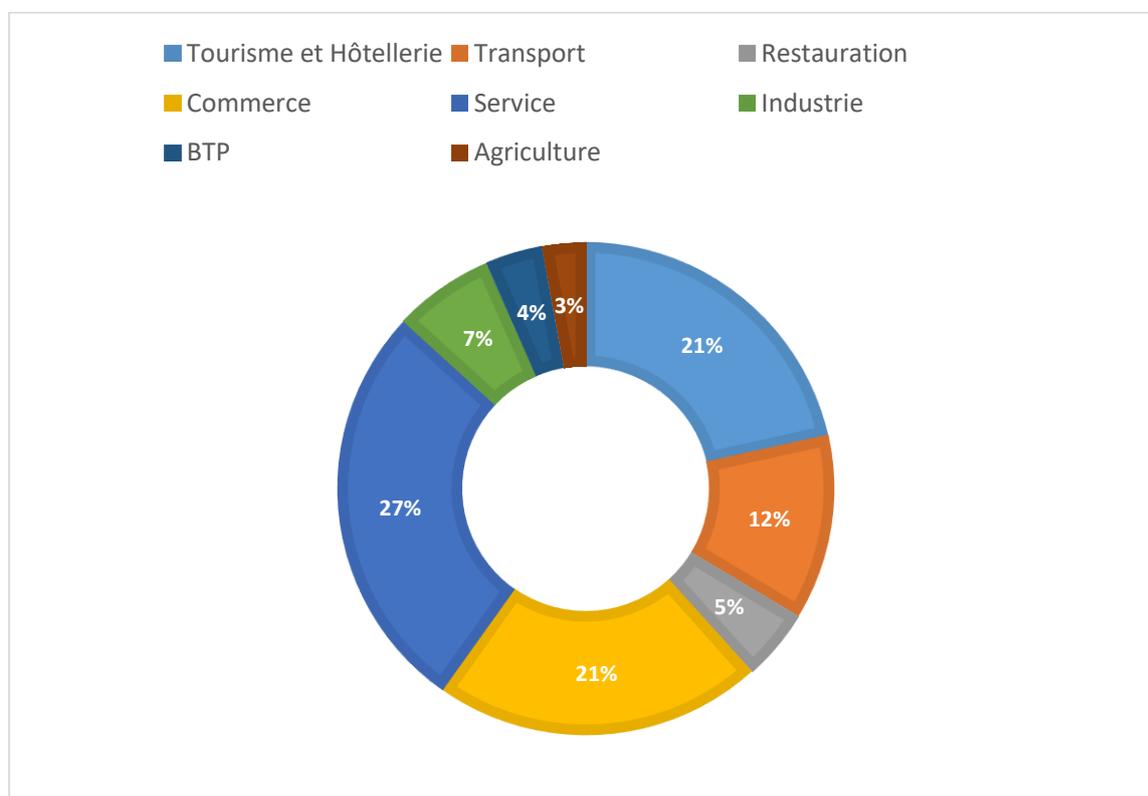
Figure 1 : Répartition des dossiers enregistrés par secteur d'activités



Source : Secrétariat Exécutif FSPME, 1^{er} Aout 2020

Seulement 107 dossiers (11% des dossiers enregistrés) sont jugés recevables dont 21% du secteur du Tourisme & Hôtellerie et 27% du secteur des services (Voir Figure 2).

Figure 2 : Répartition des dossiers complets par secteur d'activités



Source : Secrétariat Exécutif FSPME, 1^{er} Aout 2020

3. Analyse des dossiers de demande

- Au niveau du Secrétariat Exécutif

Sur les 107 dossiers complets traités par le Secrétariat Exécutif, 97 ont été transmis au Comité de Gestion (voir figure 3) pour un montant global des demandes s'élevant à **4 344 869 305 FCFA**.

- Au niveau du Comité de Gestion

Sur les 97 dossiers transmis par le Secrétariat Exécutif, le Comité de Gestion a validé 68 d'un montant global de **2,21 milliards FCFA**.

Il s'agit de 12 subvention d'un montant total de **4,7 millions FCFA**, de 22 prêts à taux zéro pour un montant de **130,05 millions FCFA** et de 45 prêts à taux réduits de 2,5% d'un montant de **2,07 milliards FCFA**.

Les entreprises concernées sont 13 Microentreprises, 21 Petites entreprises et 34 Moyennes entreprises.

La répartition par secteur d'activités montre une grande majorité des PME du secteur des services, Tourisme & Hôtellerie, commerce et transport (voir Tableau 1).

Tableau 1 : Répartition des dossiers approuvés au Comité de Gestion par secteur d'activités

DOMAINES D'ACTIVITES	NOMBRE	POURCENTAGE	MONTANT ACCORDE	POURCENTAGE
SERVICES	18	26%	420 047 424	19%
TOURISME ET HOTELLERIE	15	22%	438 331 693	20%
COMMERCE	12	18%	390 646 690	18%
TRANSPORT	9	13%	635 432 446	29%
BTP	5	7%	93 000 000	4%
INDUSTRIE	4	6%	44 000 000	2%
RESTAURATION	3	4%	110 980 000	5%
AGRICULTURE	2	3%	78 000 000	4%
TOTAL	68	100%	2 210 438 253	100%

Source : Comité de Gestion FSPME

La répartition par secteur géographique est la suivante :

- 60 entreprises de la ville d'Abidjan, soit 88%,
- 8 de l'intérieur du pays, soit 12% (3 de Grand-Bassam, 1 de Dabou, 1 de San-Pedro, 1 Lakota, 1 de Ferké et 1 de Bouaké).

Le nombre des employés des 68 PME bénéficiaires est de 1288 dont 377 occasionnels.

Les 29 autres dossiers n'ont pas été retenus par le Comité de Gestion pour les principales raisons suivantes :

- Absence des états financiers provisoires de l'année 2019 ;
- Absence du compte d'exploitation prévisionnel de 2020-2023 ;
- Absence de plan de trésorerie prévisionnel 2020 ;
- Absence du Chiffre d'Affaires provisoire réalisé de janvier à avril 2019 et 2020 ;

- Absence d'informations sur les autres engagements financiers auprès des banques de la place.

Ces PME ont été invitées par le Secrétariat exécutif à compléter les informations manquantes en vue d'un réexamen de leurs dossiers par le Comité de Gestion.

4. Octroi des crédits

- Signatures des conventions

Sur les 68 dossiers approuvés par le Comité de Gestion, 49 conventions ont été signées, soit 72% des dossiers approuvés. Le montant total des conventions signées s'élève à **1 711 331 771 FCFA** soit 77% du montant des financements accordés (**2 210 438 253 FCFA**).

Les autres conventions de crédits avec les bénéficiaires sont en cours d'élaboration.

- Mise en place des prêts

Les 68 dossiers approuvés par le Comité de Gestion pour un montant total de 2 210 398 253 FCFA ont été engagés par la BNI.

- Remise des chèques ou virements effectués

Le montant total des décaissements est de 1 711 331 771 FCFA dont 2 000 000 FCFA ont été effectués par chèque.

Le montant total des remises de chèques et des virements effectués représente 77% du montant des financements accordés (**2 210 438 253 FCFA**).

Les autres virements seront effectués dès la signature des conventions en cours d'élaboration.

IV. Difficultés rencontrées et recommandations

1. Relativement aux dossiers présentés par les PME

Le constat qui se dégage de l'analyse des dossiers soumis jusqu'à ce jour est que la très grande majorité des PME n'a pas pu fournir les pièces exigées. Le taux de rejet est très élevé et se situe à 93% contre seulement 07 % des dossiers validés (68 dossiers validés par le COGES sur 977 reçus par le Secrétariat Exécutif).

Face à ce niveau élevé de rejet des dossiers et en vue de permettre à un grand nombre d'entreprises de bénéficier du financement du Fonds, le Comité de Gestion propose la revue de certains des critères d'éligibilité et de certains dossiers à fournir de la façon suivante :

- prévoir des critères propres et spécifiques aux subventions accordées aux microentreprises qui consiste en une aide financière sans contrepartie, ainsi, le Chiffre d'Affaires certifié par le service d'assiette compétent pourra être exigé en remplacement des états financiers certifiés plus complexes à fournir pour les microentreprises régies par le Système minimal de Trésorerie (SmT) ;

- exiger la déclaration fiscale et sociale en lieu et place des attestations de régularité fiscale et sociale ;
- demander un compte d'exploitation prévisionnelle sur la durée du prêt en lieu et place du Plan de Continuité des activités concernant les Prêts directs octroyés aux PME ;
- réduire le nombre de pièces à fournir notamment la suppression de la situation géographique et du certificat de résidence qui peuvent être donnés par la Facture SODECI ou CIE et la suppression du Relevé d'Identité Bancaire pour les microentreprises qui ont la possibilité de procéder à l'ouverture d'un compte au moment de leur paiement par la BNI.

2. Relativement aux dossiers soumis au Comité de Gestion

Il convient de noter le faible nombre de dossiers soumis au Comité de Gestion par le Secrétariat Exécutif : seuls 97 dossiers ont été soumis au Comité de Gestion par le Secrétariat Exécutif. Cette situation ne permet pas au Comité de Gestion de valider des appuis au profit d'un grand nombre de PME.

A l'issue de la réunion interministérielle sur les Fonds que vous avez présidé en présence du Ministre de la Promotion des PME, le secrétariat Exécutif a été instruit de faire un rapport sur le faible niveau de dossiers transmis au COGES et les raisons. A cet égard, la note transmise par l'Agence CI PME (qui assure le Secrétariat Exécutif) à son Ministre de tutelle, met en évidence 496 dossiers incomplets principalement pour absence d'états financiers 2018 (50%) et 2019 (65%), absence d'attestation de régularité fiscale (64%) ou CNPS (74%) et absence de compte d'exploitation prévisionnel (69%) ;

3. Relativement à la suspension des séances de validation des dossiers par le COGES

Avant la signature du projet d'arrêté définissant les modalités de fonctionnement du FSPME, les membres du COGES du FSPME ont décidé de l'arrêt des validations, en attendant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales.

L'arrêté étant signé par les différents ministres concernés, la reprise des validations pourra reprendre après numérotation et publication dudit arrêté.

4. Relativement au fonctionnement du Secrétariat Exécutif

Le Secrétariat Exécutif pourrait être débordé par le nombre de plus en plus croissant des demandes de soumissions des PME.

Le besoin d'organisation et l'insuffisance en ressources humaines et matérielles constituent, à ce stade, un véritable frein au traitement diligent des demandes et pourrait constituer un blocage quand la vitesse de croisière sera atteinte.

- Besoin d'organisation du Secrétariat Exécutif du FSPME

Le fonctionnement actuel du Secrétariat Exécutif ne permet pas d'apprécier les acteurs et leurs responsabilités.

A cet effet et conformément à l'ordonnance instituant les fonds, un projet d'arrêté interministériel organisant le Secrétariat Exécutif a été validé par le Comité de Gestion et sera soumis aux ministres pour signature. Il devrait permettre de mettre en place au sein de l'Agence Côte d'Ivoire PME, une organisation spécifique, pour assurer l'exécution des activités du FSPME avec l'identification des différents intervenants ainsi que leurs responsabilités.

- **Nécessité de renforcement de la BNI en ressources humaines**

La BNI, chargée de la gestion administrative et financière du Fonds, doit être renforcée en ressources humaines dédiées à l'analyse financière des dossiers de demande de financement des PME et aux diligences relatives à la mise en place des prêts: En effet, le traitement des dossiers FSPME est effectué par 2 agents BNI affectés également aux opérations du FASI. Ce qui pourrait entraver le traitement diligent des dossiers dans la phase définitive où le nombre de dossiers devrait être de plus en plus élevé.

Le comité de Gestion recommande de :

- renforcer l'effectif du Secrétariat Exécutif notamment en personnel d'appui (analyste financiers, informaticiens, standardistes, stagiaires)
- renforcer les moyens matériels du Secrétariat Exécutif (ordinateurs, imprimantes).

A cet effet le budget élaboré par le Secrétariat Exécutif a été validé et adopté par le COGES en sa séance du 12 août 2020. Il a été transmis à l'Agence Côte d'Ivoire PME et à la BNI en vue des dispositions à prendre pour son exécution.

5. Difficultés liées à la stabilité de la plateforme informatique et à la disponibilité de la connexion internet

Plusieurs entreprises notamment les entreprises en région éprouvent des difficultés pour s'enregistrer sur la plateforme soit à cause de l'indisponibilité de la connexion internet ou l'impossibilité de manipuler l'outil informatique. Cette situation explique en partie la faiblesse des dossiers reçus par le Secrétariat Exécutif du FSPME.

Le comité de Gestion a décidé :

- d'impliquer les faïtières et les CGA dans l'appui à donner aux PME et servir d'intermédiaire pour la transmission des dossiers mis en état d'examen au Secrétariat Exécutif. Une convention sera signée entre le Secrétariat Exécutif et certaines structures telles que la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI) et la Fédération Nationale des industries Touristiques.
- de tenir une réunion avec la CNPS en vue de trouver les modalités de facilitation de l'obtention des déclarations sociales. Ce dispositif sera élargi à la DGI.
- d'ouvrir un guichet unique auprès du Secrétariat Exécutif en vue de faciliter la mise à jour des PME. Ce guichet permettra de donner aux entreprises requérantes toutes les informations nécessaires susceptibles d'adresser leurs préoccupations (CNPS, DGI...)

V. Perspectives

Les perspectives sont relatives à la finalisation du dispositif définitif en liaison avec le Cabinet EY.

Le rapport du Cabinet a été transmis au Comité de Gestion par la SFI et examiné par le Comité lors de sa réunion du mercredi 10 juin 2020 de 16h à 22h.

Une séance de validation a eu lieu à la Primature le vendredi 12 juin 2020, après intégration des observations du Comité de Gestion par le Cabinet EY.

Le Comité de Gestion a pris en compte les observations de la Primature et des partenaires Techniques et Financiers (Union Européenne, Fonds Monétaire International, Société Financière Internationale). Toutefois certaines observations émises nécessitent un arbitrage ou une prise de décision de l'autorité. Il s'agit entre autres :

- du maintien des frais de fonctionnement à 1% des ressources totales du FSPME souhaité par l'Union Européenne conformément aux prescriptions du Cabinet EY ;
- de l'intégration des entrepreneurs en qualité de bénéficiaires des interventions du FSPME et la gestion de l'instrument de garantie par le Fonds de Garantie des Crédits aux Petites et Moyennes Entreprises (FGPME) souhaitées par le Ministère de la Promotion des PME.

VI. ANNEXES

Annexe 1 : Point des délibérations du COGES du FSPME

- Nombre total de délibérations : **09**
- Nombre total de dossiers analysés : **97**
- Nombre total de dossiers validés : **68** soit **70%** des dossiers analysés
- Financement total accordé : **2 210 438 253 FCFA**,

✓ Statistiques des dossiers validés

	Subvention		Prêt à taux zéro		Prêt à taux réduit de 2,5%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Microentreprise	12	4 700 000	12	49 548 750	--	--
Petite moyenne	--	--	10	80 500 000	11	163 118 674
Moyenne entreprise	--	--			34	1 912 570 829
TOTAL	12	4 700 000	22	130 048 750	45	2 075 0689 503
TOTAL GENERAL	2 210 438 253					

✓ Statistiques des financements accordés par secteur d'activités

	Subvention		Prêt à taux zéro		Prêt à taux réduit de 2,5%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Tourisme et Hôtellerie	02	1 000 000	06	44 000 000	09	393 331 693
Transport	02	840 000	02	10 000 000	07	624 592 446
Restauration	02	980 000	02	10 000 000	01	100 000 000
Commerce	01	500 000	03	21 000 000	09	369 146 690
Autres	05	1 380 000	09	45 048 750	19	588 618 674
TOTAL	12	4 700 000	22	130 048 750	45	2 075 689 503
TOTAL GENERAL	2 210 438 253					

Annexe 2 : Détail des dossiers validés par le COGES

N°	STRUTURES	MONTANT OCTROYE	MECANISMES	STATUT	DOMAINE D'ACTIVITE	NOMBRE D'EMPLOYES
DOSSIERS VALIDES A LA REUNION DU COMITE DE GESTION DU 18 MAI 2020						
1	ETS KAO	2 000 000	SUBVENTION : 120 000 PRET A TAUX ZERO : 1 880 000	MICRO ENTREPRISE	AGRO-INDUSTRIE	1
2	HELMA TRAVEL TOURS	4 000 000	PRET A TAUX ZERO	MICRO ENTREPRISE	TOURISME ET HOTELLERIE	3
3	GROUPE OBAN	10 000 000	PRET A TAUX ZERO	PETITE ENTREPRISE	AGRO-INDUSTRIE	6
4	KABLAN A. SIMONE	15 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	BTP	5
5	SMART ENTREPRISE	17 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	AGRO-INDUSTRIE	6
	SOUS-TOTAL 1	48 000 000				21
DOSSIERS VALIDES A LA REUNION DU COMITE DE GESTION DU 27 MAI 2020						
6	DIRECT MARKETING	70 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	IMPORT-EXPORT	09 DONT 5 OCCASIONNELS
7	LYNX CONSULTING & MANAGEMENT SERVICES	10 000 000	PRET A TAUX ZERO	PETITE ENTREPRISE	CABINET CONSEIL	04
8	RESTAURANT BAR OLYMPIQUE	5 480 000	SUBVENTION : 480 000 PRET A TAUX ZERO : 5 000 000	MICRO ENTREPRISE	RESTAURATION	04
9	GARAGE AUTO YAO	5 360 000	SUBVENTION : 360 000	MICRO ENTREPRISE	TRANSPORT	03

N°	STRUTURES	MONTANT OCTROYE	MECANISMES	STATUT	DOMAINE D'ACTIVITE	NOMBRE D'EMPLOYES
			PRET A TAUX ZERO : 5 000 000			
10	S&F COMPANY	5 500 000	SUBVENTION : 500 000 PRET A TAUX ZERO : 5 000 000	MICRO ENTREPRISE	TOURISME ET HOTELLERIE	09
11	GLOBAL LEADERS CORPORATION	18 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	AGRICULTURE	11
	SOUS-TOTAL 2	114 340 000				40 DONTS 5 OCCASIONNELS
DOSSIERS VALIDES A LA REUNION DU COMITE DE GESTION DU 05 JUIN 2020						
12	ATTREY SERVICES	10 000 000	PRET A TAUX ZERO	PETITE ENTREPRISE	IMPORT ET EXPORTT	05
13	OSIRIS IVOIRE MALIK (OIM)	10 000 000	PRET A TAUX ZERO	PETITE ENTREPRISE	AGENCE DE VOYAGE ET TRANSFERT D'ARGENT	04
14	ETS PRIJOR	240 000	SUBVENTION	MICRO ENTREPRISE	REPROGRAPHIE ET IMPRESSION DE PLANS	02
	SOUS-TOTAL 3	20 240 000				11
DOSSIERS VALIDES A LA REUNION DU COMITE DE GESTION DU 12 JUIN 2020						
15	CIMEF INTERNATIONAL	36 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	FORMATION-CONSEIL ET RECRUTEMENT	20
16	ETABLISSEMENT DODO SARL	100 000 000				29

N°	STRUTURES	MONTANT OCTROYE	MECANISMES	STATUT	DOMAINE D'ACTIVITE	NOMBRE D'EMPLOYES
			PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	TRANSPORT DE PERSONNES	
17	LE FONCTIONNAIRE	100 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS	28
18	SOCIETE HOTELIERE MANTCHAN	100 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	HOTELLERIE	244 DONT 157 OCCASIONNELS
19	ASTERIS CONSULTING	1 500 000	PRET A TAUX ZERO	PETITE ENTREPRISE	CABINET DE FORMATION	5 DONT 1 OCCASIONNEL
20	CONTINENTAL TRANSIT EXPRESS VOYAGE	15 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	PETITE ENTREPRISE	AGENCE DE VOYAGE	7
21	SAREPTA VOYAGES ET SERVICES	10 000 000	PRET A TAUX ZERO	PETITE ENTREPRISE	TOURISME ET HOTELLERIE	3
22	SITRAV	5 500 000	SUBVENTION : 500 000 + PRET A TAUX ZERO : 5 500 000	MICRO ENTREPRISE	PRODUCTION, TRANSFORMA-TION ET VENTE DE PRODUITS VIVRIERS	28
23	VILLA MIA	5 500 000	SUBVENTION : 500 000 + PRET A TAUX ZERO : 5 500 000	MICRO ENTREPRISE	RESTAURATION	9
24	INGENIEURS CONSEIL EN INFRASTRUCTURE ICI-CI	40 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	CABINET CONSEI	41

N°	STRUTURES	MONTANT OCTROYE	MECANISMES	STATUT	DOMAINE D'ACTIVITE	NOMBRE D'EMPLOYES
25	VILLA AUGUSTE PAUL	5 500 000	SUBVENTION : 500 000 + PRET A TAUX ZERO : 5 500 000	MICRO ENTREPRISE	RESTAURATION	6
	SOUS-TOTAL 4	419 000 000				420 DONT 158 OCASSIONNELS
DOSSIERS VALIDES A LA REUNION DU COMITE DE GESTION DU 15 JUIIN 2020						
26	RESTO PLUS SARL	100 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	RESTAURATION	72
27	SMBT SARL	32 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	BTP ET IMPORT EXPORT	03
28	NGUET CABINET INTER	50 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	BTP	03
29	MALIKA VOYAGES	15 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	PETITE ENTREPRISE	TOURISME ET HOTELLERIE	01
30	CELFF SARL	5 480 000	SUBVENTION : 480 000 FCFA PRET A TAUX ZERO : 5 000 000 FCFA	MICRO ENTREPRISE	TRANSPORT	04
31	PENDIS-CI	100 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	TRANSPORT	47

N°	STRUTURES	MONTANT OCTROYE	MECANISMES	STATUT	DOMAINE D'ACTIVITE	NOMBRE D'EMPLOYES
32	CIPLAST	15 000 000	PRET A TAUX REDUIT DE 2,5%	PETITE ENTREPRISE	INDUSTRIE	16
	SOUS-TOTAL 5	317 480 000				146
DOSSIERS VALIDES A LA REUNION DU COMITE DE GESTION DU 24 JUIN 2020						
33	COMPTOIR COMMERCIAL IVOIRO-AMERICAIN	60 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	DISTRIBUTION AGRO-ALIMENTAIRE	08 DONT 01 OCCASIONNEL
34	KEDY CORP	45 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	NEGOCE DE PRODUITS ALIMENTAIRES, AGRICOLES	05
35	SAFIB INTER	80 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	TRANSPORT	19
36	ETOILE DU SUD (EDS)	35 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	HOTELLERIE ET RESTAURATION	48
37	MANUTENTION IVOIRIENNE ET MAINTENANCE INDUSTRIELLE (2IM)	70 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	MAINTENANCE INSUSTRIELLE ET MANUTENTION	25
38	SOCIETE IVOIRIENNE D'ETUDES D'HYDRAULIQUES ET DE REALISATIONS ASSOCIEES (SIEHRA)	25 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	PRESTATION DE SERVICES	11
39	SOS BOULONNERIE	13 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	LA PRESTATION DE SERVICES DIVERS MATERIAUX, IMPORT-EXPORT	11
40	AK MULTI SERVICES	6 000 000	PRET A TAUX ZERO	PETITE ENTREPRISE	COMMERCE	4
41	HEMISPHERE VOYAGES	15 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	PETITE ENTREPRISE	AGENCE DE VOYAGES	7

N°	STRUTURES	MONTANT OCTROYE	MECANISMES	STATUT	DOMAINE D'ACTIVITE	NOMBRE D'EMPLOYES
42	KADI PRESTIGES	15 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	PETITE ENTREPRISE	AGENCE DE VOYAGE	13
43	LOGISTIQUE CONSEIL	5 000 000	PRET A TAUX ZERO	PETITE ENTREPRISE	BTP, MAINTENANCE INDUSTRIELLE, TENUE DE COMPTABILITE	04
44	ORGA VOYAGES	10 000 000	PRET A TAUX ZERO	PETITE ENTREPRISE	VOYAGE, TOURISME, BILLETTERIE	05
	SOUS-TOTAL 6	379 000 000				165 DONT 1 OCASSIONNEL
DOSSIERS VALIDES A LA REUNION DU COMITE DE GESTION DU 30 JUIN 2020						
45	LA MALLE	40 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	ACHAT, VENTE, IMPORT ET EXPORT DE PRODUITS DIVERS	07
46	REVUE D'IMPRIMERIE AFRICAINE (RIA)	50 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	IMPRIMERIE	20
47	ELITRA	8 000 000	PRET AU TAUX DE 0%	PETITE ENTREPRISE	BTP-PRESTATION DE SERVICE	6 DONT 5 OCCASIONNELS
48	AGEXAU CONSEILS	15 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	PETITE ENTREPRISE	L'EXPERTISE COMPTABLE ; L'AUDIT FINANCIER ET ORGANISATIONNEL	7 DONT 5 OCCASIONNELS
49	TECHNIQUES TROPICALES SERVICES (TTS-CI)	15 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	PETITE ENTREPRISE	COMMERCE GENERAL – BTP ; ACHAT ET VENTE DE PRODUITS AGRICOLES	12

N°	STRUTURES	MONTANT OCTROYE	MECANISMES	STATUT	DOMAINE D'ACTIVITE	NOMBRE D'EMPLOYES
50	AK CONSULT	5 120 000	SUBVENTION : 120 000 + PRET A TAUX ZERO : 5 000 000	MICRO ENTREPRISE	PRESTATION DE SERVICES	07 DONT 6 OCCASIONNELS
51	COMMUNICATION COUTURE COMMERCE INSTALLATION INFORMATIQUE (3C'IMS)	15 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	PETITE ENTREPRISE	FOURNITURE, MATERIELS, MOBILIERS	5
	SOUS-TOTAL 7	148 120 000				64 DONT 16 OCCASIONNELS
DOSSIERS VALIDES A LA REUNION DU COMITE DE GESTION DU 24 JUILLET 2020						
52	TRANS-TOUR VOYAGES	100 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	AGENCE DE VOYAGE	27 DONT 4 OCCASIONNELS
53	SAMA TRANSPORT	100 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	TRANSPORT	56
54	CONCEPTOR INDUSTRY	95 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	INGENIERIE INDUSTRIELLE	38 DONT 08 OCCASIONNELS
55	OUEST TRANSACTION COTE D'IVOIRE (OT-CI)	94 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	TRANSPORT, IMPORT- EXPORT	67 EMPLOYES DONT 57 OCCASIONNELS
56	SARAWONON GROUP SARL	65 039 325	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	COLLECTE ET EXPORTATION DE PRODUITS DU CRU	82 DONT 80 OCCASIONNELS
57	ISAGI AVIATION	15 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	HYGIENE (NETOYAGE ET LAVAGE AERONEFS)	23 DONT 18 OCCASIONNELS

N°	STRUTURES	MONTANT OCTROYE	MECANISMES	STATUT	DOMAINE D'ACTIVITE	NOMBRE D'EMPLOYES
58	LEILA MARKET	30 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	COMMERCE – IMPORT-EXPORT	06
59	5STARDIST	11 500 000	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	COMMERCIALISATION ET DISTRIBUTION DE CADEAUX	04
60	LIFI-LED CÔTE D'IVOIRE	22 107 365	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	COMMERCIALISATION ET INTEGRATION DE SOLUTION LIFI,LED	22
61	ABM-CGA	1 028 750 + 540 000	PRET AU TAUX DE 0% + SUBVENTION	MICRO ENTREPRISE	ASSISTANCE- AUDIT- CONSEIL- FORMATION	03
62	PRIDE COTE D'IVOIRE SARL	50 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	IMPORT-EXPORT, ACHAT & VENTE, COURTAGE & DISTRIBUTION D'EQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES ET LOGICIELS TECHNIQUES	07
63	UNIVERSEL VOYAGES	48 331 693	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	AGENCE DE VOYAGES	13
64	AGIR CI	50 592 446	PRET AU TAUX DE 2,5	MOYENNE ENTREPRISE	TRANSPORT-TRAVAUX PUBLICS-DIVERS	26 DONT 24 OCCASIONNELS
	SOUS-TOTAL 8	683 139 579				374 DONT 191 OCCASIONNELS
DOSSIERS VALIDES A LA REUNION DU COMITE DE GESTION DU 30 JUILLET 2020						

N°	STRUTURES	MONTANT OCTROYE	MECANISMES	STATUT	DOMAINE D'ACTIVITE	NOMBRE D'EMPLOYES
65	WORLD TRANSIT	15 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5%	PETITE ENTREPRISE	COMMISSIONNAIRE AGREE EN DOUANE, IMPORT-EXPORT, PRESTATION DIVERSES	10
66	ELITE ENTREPRISE	360 000 + 2 640 000	SUBVENTION + PRET AU TAUX DE 0%	MICRO ENTREPRISE	CABINET ET CONSEILS	02
67	ETS SAMANDJE SA	50 000 000	PRET AU TAUX DE 2,5%	MOYENNE ENTREPRISE	HOTELLERIE RESTAURATION	27
68	ENGLISH INSTITUTE OF ABIDJAN	13 118 674	PRET AU TAUX DE 2,5	PETITE ENTREPRISE	FORMATION ANGLAIS DE SPECIALITE	08 EMPLOYES DONT 06 OCCASIONNELS
	SOUS-TOTAL 9	78 118 674				47 DONT 6 OCCASIONNELS
	TOTAL	2 210 438 253				1288 DONT 377 OCCASIONNELS

Annexe 3 : Détail des dossiers rejetés par le COGES

N°	NOM DE L'ENTREPRISE	MONTANT (FCFA)	MOTIF DE REJET
Dossiers rejetés à la réunion du Comité de Gestion du 18 mai 2020			
1	AFRIC VOYAGE	40 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des états financiers provisoires de l'année 2019 ; - Absence du compte d'exploitation prévisionnel de 2020-2023 ; - Absence du plan de trésorerie prévisionnel 2020 ; - Absence du Chiffre d'Affaires provisoire réalisé de janvier à avril 2019 et 2020 ; - Absence d'informations sur les autres engagements financiers auprès des banques de la place.
2	ALLELUIA TRANSPORT	10 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des états financiers provisoires de l'année 2019 ; - Absence du compte d'exploitation prévisionnel de 2020-2023 ; - Absence du e plan de trésorerie prévisionnel 2020 ; - Absence du Chiffre d'Affaires provisoire réalisé de janvier à avril 2019 et 2020 ; - Absence d'informations sur les autres engagements financiers auprès des banques de la place.
3	APINOME	8 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des états financiers provisoires de l'année 2019 ; - Absence du compte d'exploitation prévisionnel de 2020-2023 ; - Absence du plan de trésorerie prévisionnel 2020 ; - Absence du Chiffre d'Affaires provisoire réalisé de janvier à avril 2019 et 2020 ; - Absence d'informations sur les autres engagements financiers auprès des banques de la place.
4	ELYSSA VOYAGE	6 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité de remboursement insuffisante pour le prêt sollicité (ratio de capacité de remboursement = - 1) ; - Absence du compte d'exploitation prévisionnel de 2020-2023 ; - Absence du plan de trésorerie prévisionnel 2020 ; - Absence d'informations sur les autres engagements financiers auprès des banques de la place.
5	TOP EXPRESS	15 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Absence du compte d'exploitation prévisionnel de 2020-2023 ; - Absence du plan de trésorerie prévisionnel 2020 ; - Absence du Chiffre d'Affaires provisoire réalisé de janvier à avril 2019 et 2020 ; - Absence d'informations sur les autres engagements financiers auprès des banques de la place.
6	ALTITUD VOYAGES & CO	10 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des états financiers provisoires de l'année 2019 ; - Absence du compte d'exploitation prévisionnel de 2020-2023 ; - Absence du plan de trésorerie prévisionnel 2020 ; - Absence du Chiffre d'Affaires provisoire réalisé de janvier à avril 2019 et 2020 ; - Absence d'informations sur les autres engagements financiers auprès des banques de la place.

N°	NOM DE L'ENTREPRISE	MONTANT (FCFA)	MOTIF DE REJET
7	GROUPE LEWI	10 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des états financiers provisoires de l'année 2019 ; - Absence du compte d'exploitation prévisionnel de 2020-2023 ; - Absence du plan de trésorerie prévisionnel 2020 ; - Absence du Chiffre d'Affaires provisoire réalisé de janvier à avril 2019 et 2020 ; - Absence d'informations sur les autres engagements financiers auprès des banques de la place.
8	OSIRIS IVOIRE MALICK	5 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des états financiers provisoires de l'année 2019 ; - Absence du compte d'exploitation prévisionnel de 2020-2023 ; - Absence du plan de trésorerie prévisionnel 2020 ; - Absence du Chiffre d'Affaires provisoire réalisé de janvier à avril 2019 et 2020 ; - Absence d'informations sur les autres engagements financiers auprès des banques de la place.
9	MAQUIS DUVAL	60 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des états financiers provisoires de l'année 2019 ; - Absence du compte d'exploitation prévisionnel de 2020-2023 ; - Absence du plan de trésorerie prévisionnel 2020 ; - Absence du Chiffre d'Affaires provisoire réalisé de janvier à avril 2019 et 2020 ; - Absence d'informations sur les autres engagements financiers auprès des banques de la place.
10	SOCIETE DE GESTION DE LA RESIDENCE EBURNEA	10 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des états financiers provisoires de l'année 2019 ; - Absence du compte d'exploitation prévisionnel de 2020-2023 ; - Absence du plan de trésorerie prévisionnel 2020 ; - Absence du Chiffre d'Affaires provisoire réalisé de janvier à avril 2019 et 2020 ; - Absence d'informations sur les autres engagements financiers auprès des banques de la place.
11	SOCIETE IVOIRE SERVICES	22 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Les états financiers provisoires de l'année 2019 ; - Le compte d'exploitation prévisionnel de 2020-2023 ; - Le plan de trésorerie prévisionnel 2020 ; - Le Chiffre d'Affaires provisoire réalisé de janvier à avril 2019 et 2020 ; - Absence d'informations sur les autres engagements financiers auprès des banques de la place.
Dossiers rejetés à la réunion du Comité de Gestion du 27 mai 2020			
12	RESTAURANT TOUMODI	500 000	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de déclaration CNPS
13	ALLELUIA TRANSPORT	10 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - L'Entreprise présente une situation préoccupante (résultat négative 2020-2023) ce qui traduit l'impossibilité de remboursement du prêt contracté. Elle a également d'énormes engagements à l'endroit des autres établissements financiers. - Absence de compte d'exploitation prévisionnel de 2023.

N°	NOM DE L'ENTREPRISE	MONTANT (FCFA)	MOTIF DE REJET
14	SOCIETE INTERNATIONALE DE COMPTABILITE ET DE CONSEIL	5 500 000	<ul style="list-style-type: none"> - Les capitaux propres de l'entreprise sont négatifs depuis plusieurs années ce qui signifie qu'elle n'a plus les moyens de financer son exploitation ; - Elle a des dettes à rembourser au vu de ces états financiers ; - La pandémie à faiblement affectée ces activités. Baisse de 19% de son CA.
15	ABOU KAMAGATE « ETS AK »	5 240 000	<ul style="list-style-type: none"> - L'Absence de dotation aux amortissements pour une entreprise de transport paraît anormale surtout, avec la forte augmentation de son CA. Cette hausse excessive laisse entrevoir l'acquisition le nouvelles d'immobilisations). - Absence de compte d'exploitation prévisionnel de 2020 -2023 ; - Absence de plan de trésorerie prévisionnel 2020.
16	SICODERM ENERGIES	71 653 837	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des états financiers provisoires de 2019 ; - Absence de compte d'exploitation prévisionnel de 2020 -2023 ; - Plan de Trésorerie prévisionnel 2020.
Dossier rejeté à la réunion du Comité de Gestion du 05 juin 2020			
17	COMPTOIR COMMERCIAL IVOIRO-AMERICAIN	95 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de compte d'exploitation prévisionnel de 2020 -2023 ;
Dossier rejeté à la réunion du Comité de Gestion du 12 juin 2020			
18	KEDY CORP	80 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Objet de la demande imprécis
Dossiers rejetés à la réunion du Comité de Gestion du 15 juin 2020			
19	ENIGET SARL	100 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Usage de l'argent non conforme à l'objet de l'entreprise, préciser davantage la nature de l'activité. - Elle présente des capitaux propres négatifs sur les trois (3) exercices malgré un niveau d'amélioration enregistré au cours de l'année 2019. - Toutes les pièces requises pour la constitution du dossier n'ont pas été transmises
20	SARAWONON GROUP SARL	100 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - complément d'informations (masses salariales non conformes au nombre d'employés, absence d'attestation de régularité fiscale et CNPS
21	SAFIB INTER	100 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - complément d'information (préciser davantage les détails de l'utilisation de l'argent

N°	NOM DE L'ENTREPRISE	MONTANT (FCFA)	MOTIF DE REJET
22	COTE D'IVOIRE ESCARGOT	20 000 000	- Non-respect du critère d'ancienneté (l'entreprise a seulement une année d'existence)
23	RAMA SA	100 000 000	- Situation financière préoccupante (capitaux propres négatifs) - niveau d'engagements financiers élevés
Dossier rejeté à la réunion du Comité de Gestion du 24 juin 2020			
24	BOUTIQUE ARAB FASHION	60 000 000	- Dossier validé par le Comité de Gestion du 12 juin 2020 pour la prise en charge salariale de deux mois estimée à 1 500 000 FCFA. - La charge salariale réelle sur 2 mois étant de 240 000 FCFA le dossier a été à nouveau soumis - Dossier rejeté pour insuffisance d'informations sur l'utilisation des ressources et sur le domaine d'activités
Dossier rejeté à la réunion du Comité de Gestion du 01 juillet 2020			
25	PHARMACIE MOYA	60 000 000	- Insuffisance d'informations sur l'utilisation des ressources - Nécessité de savoir comment la COVID-19 a impacté négativement les activités des officines de pharmacie
Dossier rejeté à la réunion du Comité de Gestion du 01 juillet 2020			
26	BUREAU D'ETUDES DE REALISATION- D'ASSISTANCE ET DE DEVELOPPEMENT (BETRAD SARL)	250 000 000	- Insuffisance d'informations sur le domaine d'activité et sur l'activité des sous-traitants
27	ALLO PLAISIR D'OFFRIR	40 000 000	- Incohérences dans les états financiers 2018 et 2019
28	LIBRAIRIE CARREFOUR SILOE	100 000 000	- Son chiffre d'affaires sur les exercices 2019 et 2020 excède le montant de 1 000 000 000 FCFA. Elle doit être présentée au niveau des grandes entreprises.

Annexes 4 : Répartition par secteurs d'activités des dossiers enregistrés par le secrétariat exécutif

	NOMBRE	MONTANT SOLLICITE
Tourisme et Hôtellerie	226	2 304 142 366
Transport	117	2 910 007 898
Restauration	59	942 527 529
Commerce	154	1 980 292 271
Service	251	2 985 775 392
Industrie	75	544 814 842
BTP	59	694 369 191
Agriculture	36	606 817 982
Total dossiers Enregistrés	977	12 968 747 470

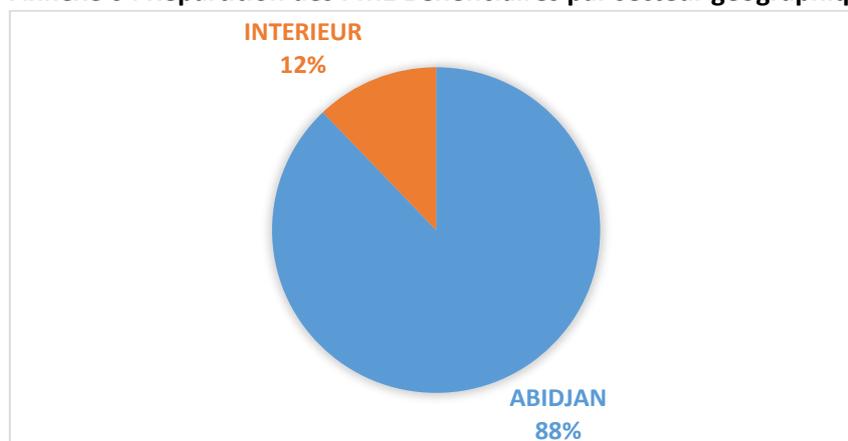
Source : SECRETARIAT EXECUTIF FSPME-COVID-19, 30 JUIN 2020

Annexes 5 : Répartition par secteurs d'activités des dossiers transmis au Comité de Gestion du FSPME-COVID-19s par secteur d'activité

	NOMBRE	MONTANT SOLLICITE
Tourisme et Hôtellerie	23	741 697 558
Transport	13	1 086 171 941
Restauration	5	327 609 876
Commerce	15	672 802 681
Service	26	1 053 161 345
Industrie	7	108 545 383
BTP	5	177 440 260
Agriculture	3	177 440 261
Total Dossiers Instruits	97	4 344 869 305

Source : FSPME, 1^{er} Juillet 2020

Annexe 6 : Répartition des PME Bénéficiaires par secteur géographique



Source : Données COGES FSPME-COVID19